

Swissport: dures tractations à l'Hôtel-de-Ville

GRÈVE • François Longchamp a rencontré hier une délégation des grévistes et la direction de l'entreprise.

MARIO TOGNI

Les tractations se poursuivaient hier, tard dans la soirée, afin de trouver une issue au conflit syndical qui oppose Swissport et une partie de ses employés. Après six jours de grève, le conseiller d'Etat François Longchamp a finalement rencontré tour à tour une délégation des grévistes et la direction de l'entreprise, afin d'analyser la situation». A l'heure où nous mettions sous presse, les discussions n'étaient toujours pas terminées et personne ne se risquait à un pronostic du côté syndical.

Le Département de la solidarité et de l'emploi (DSE) a pour sa part confirmé que «le travail d'analyse» se poursuivait mais qu'«aucune communication ne serait faite de la part de l'Etat de Genève sur ce processus avant son issue».

Dans le courant de l'après-midi, à l'issue d'un premier round de discussions de plus de trois heures et demie, le syndicaliste SSP Yves Mugny espérait encore sortir en fin de journée avec des «propositions concrètes» à soumettre au personnel. Dans ce but, une assemblée générale avait initialement été convoquée à 20h30 au piquet de grève installé aux abords de l'Aéroport international de Genève (AIG). Démarré le samedi 2 janvier, le mouvement touche essentiellement le domaine du tri des bagages et une partie du personnel affecté au chargement des avions.

Hier, plus tôt dans la journée, une centaine de personnes s'étaient réu-

nies à 11h devant la gare Cornavin afin de se diriger en cortège vers l'Hôtel-de-Ville où la rencontre avec les autorités était convoquée. Une soixantaine de grévistes accompagnés de sympathisants, de délégués syndicaux et de quelques représentants politiques ont traversé la ville sous les cris de «Tous ensemble, tous ensemble, grève!». Une fois arrivés en vieille ville, en huant François Longchamp, les manifestants se sont installés dans la cour du DSE alors que leurs représentants entamaient des «discussions informelles» à l'intérieur.

Au vu de la longueur inattendue des tractations, la direction de Swissport a pour sa part annulé le point presse qu'elle devait tenir dans l'après-midi à l'Aéroport, après avoir été reçue dans la matinée deux heures durant par le conseiller d'Etat. «Les discussions se poursuivent et tout le monde se trouve dans le même bateau», s'est contenté de déclarer son porte-parole à l'ATS.

Chauffés à bloc, malgré le froid, les grévistes semblaient eux déterminés à continuer la lutte. «Il y a de plus en plus de travail et nous sommes de moins en moins, raconte un jeune bagagiste. On nous presse comme des citrons, ce n'est plus possible. Et tout ça pour 3200 francs par mois!» Ils réclament une convention collective de travail «plus forte», une revalorisation des salaires, des indemnités plus élevées pour le travail irrégulier et la suppression des pénalités financières en cas de maladie. I

«LE DUMPING EST UNE RÉALITÉ À L'AÉROPORT»

Ancien syndicaliste SSP délégué à l'Aéroport, l'actuel maire de Genève, Rémy Pagani, est sorti de sa réserve hier au sujet du conflit chez Swissport. «C'est une évidence qu'il y a du dumping salarial à l'Aéroport et les autorités cautionnent cette situation», relève-t-il, confirmant ses propos tenus sur Radio Cité. Selon lui, la donne a changé depuis l'arrivée en force des compagnies low cost. «A l'époque, le travail des bagagistes a failli être accaparé par EasyJet qui offrait des services à moindre coût. Pour faire face, Swissport a limité drastiquement le nombre d'employés par avion et n'a jamais fait progresser les salaires.» Par ailleurs, Rémy Pagani ne comprend pas l'attitude actuelle du Conseil d'Etat. «Les autorités ont l'obligation légale de réunir les parties et d'agir en tant que médiateur.»

Jusqu'à présent, le Département de la solidarité et de l'emploi disait douter d'avoir une latitude pour intervenir sachant qu'une convention collective de travail (CCT) a été signée par Swissport et l'association du personnel, PUSH. Le Syndicat des services publics (SSP) la conteste. Pour Rémy Pagani, «une CCT doit regrouper l'ensemble des partenaires. C'est donc faux de considérer cette convention comme valable». MTI



Hier, les grévistes ont défilé de la gare Cornavin jusqu'à l'Hôtel-de-Ville où une délégation a pu s'entretenir avec François Longchamp. KEYSTONE